

L'absence de réactions du monde politique aux premières actions menées ces derniers mois par les producteurs laitiers, a finalement débouché sur la grève du lait. Les images de l'épandage massif réalisé à Ciney ont fait le tour du monde. Elles ont contribué à propager le mouvement dans plusieurs pays européens. Ces actions ont débouché sur une réunion d'urgence des Ministres Européens de l'Agriculture et sur l'activation des mécanismes de soutien des prix prévus, ainsi que diverses propositions, puis dernièrement sur la mise en place d'un groupe d'experts chargé d'étudier un mécanisme de régulation des marchés applicable, sans pour autant remettre en cause le principe de la suppression des quotas laitiers.

Grève du lait

L'insurrection des campagnes





Déversements de lait dans la fosse à lisier, distributions gratuites aux consommateurs, blocages de laiteries, épandages dans les champs se sont multipliés en Wallonie. Le point d'orgue aura été l'épandage massif de pas moins de 4 millions de litres de lait à Ciney le mercredi 16 par 450 producteurs en présence de représentants des syndicats du Grand Duché, des Pays-Bas, de France, d'Allemagne. Ces images qui ont fait le tour du monde ont contribué à cristalliser le mouvement dans plusieurs pays d'Europe.

Des actions analogues ont alors eu lieu en Allemagne, en Italie, Espagne et en France où une dizaine de millions de litres ont été épandus lors de la journée blanche du 18 septembre. Le mouvement s'est même étendu à la Suisse où la privatisation du système de régulation de l'offre étrangle également les producteurs. Par contre, ce mouvement n'a pas du tout été suivi en Flandre.

En Belgique, le prix de base moyen atteint ± 200 euros la tonne depuis pratiquement le début de l'année. Ce prix très faible résulte du profil des filières de commercialisation (voir Wallonie Elevages de juillet). Pour obtenir la recette totale, à mettre en rapport avec le prix de revient, il convient d'y ajouter ± 100 € la tonne afin de tenir compte de la composition moyenne du lait, des différentes bonifications, du produit viande et des primes. Avec un prix de base moyen du lait en Europe de l'ordre de 260 euros la tonne, alors que le prix de revient moyen est estimé, tant en Belgique qu'en Europe, à 450 euros la tonne, les producteurs laitiers européens sont à bout. Cette situation résulte de la mauvaise situation actuelle du marché engendrée par la dérégulation du marché mondial.

Partagée entre les partisans d'une libéralisation du marché (principe défendu par les pays du nord de l'UE, Danemark, Pays-Bas et Grande-Bretagne en tête) et d'un mécanisme de régulation assurant un minimum de stabilité aux prix agricoles (France, Allemagne, Belgique), l'Europe est divisée.

Refusant de voir la production laitière européenne décapitée, de devenir des esclaves du monde industriel, par désespoir aussi, les producteurs wallons ont été nombreux à suivre l'appel à la grève du lait lancé le 11 septembre par le MIG (Milk Producer Interest Group), le pendant belge de l'European Dairy Board), un appel également relayé par la FUGEA (Fédération unie de Groupements d'Eleveurs et d'Agriculteurs). Les producteurs ont voulu marquer leur refus d'une politique européenne conçue pour les intermédiaires (agro-industrie et multinationales), non respectueuse du producteur, ni du consommateur. Ces actions avaient pour but de sensibiliser l'opinion publique et le monde politique.

Plusieurs mouvements associatifs dénonçant les effets négatifs de la non régulation du marché européen sur nos exploitations familiales et des exportations subsidiées de produits laitiers européens à bas prix sur l'agriculture locale des pays en voie de développement ont soutenu le mouvement.

Tenant compte des situations individuelles des agriculteurs, la FWA a laissé à chacun le choix de participer à cette grève, mais ne l'a pas encouragé. Mettant en doute l'efficacité réelle de la grève du lait (peu d'impact sur la filière, mauvaise image du secteur, conséquences financières pour les producteurs), le Boerenbond et l'ABS, les deux syndicats flamands n'ont pas soutenu le mouvement.

Tout comme en Belgique, ces actions n'ont pas été soutenues par les syndicats officiels. Selon les sources et les pays, la grève aurait été suivie par de 10 à 40% des producteurs. L'impact sur la filière semble avoir été limité, mais une bonne partie du grand public a pris fait et cause pour les producteurs laitiers.

Cette insurrection des campagnes a conduit Mariann Fisher Boel, la commissaire européenne à l'Agriculture, à proposer une série de mesures correctrices comme:

- le doublement du plafond des aides d'états (15.000 euros);
- le renforcement des sanctions aux états qui dépassent leur quota;
- des aides à la reconversion par rachat du quota;
- un cadre juridique autorisant la mise en place de relations contractuelles liant producteurs et industrie laitières afin d'équilibrer le marché.

Le 5 octobre, journée où 40 millions de litres auraient encore été épandus dans toute l'UE, la présidence suédoise de l'UE a organisé un conseil informel des 27 Ministres de l'Agriculture. Il apparaît que l'UE persiste et signe dans la voie de la libéralisation des marchés laitiers, un choix politique essentiel décidé depuis de longues années par les 27. Toutefois, suite aux positions du pôle franco-allemand, aujourd'hui élargi à 19 états membres, un groupe d'experts a été chargé d'étudier la mise en place de mécanismes de régulation du secteur laitier et donc de soutien des prix comme alternative aux quotas. Malgré la déception suite à l'absence de mesures concrètes, les mouvements de grèves ont été provisoirement suspendus.